



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 77 – 9 JUIN 2017

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**MALI : L'UE  
ACCORDE UN  
FINANCEMENT DE  
50 M EUR POUR  
LUTTER CONTRE LE  
TERRORISME**

**ETHIOPIE : DESORMAIS  
DEUXIEME ECONOMIE  
DE LA SOUS-REGION  
DERRIERE LE SOUDAN**

**MADAGASCAR : 748  
M USD DE RECETTES  
TOURISTIQUES EN  
2016**

**NIGERIA : EXPANSION  
DU SECTEUR  
MANUFACTURIER AU  
MOIS DE MAI 2017**

**LESOTHO : DEUX  
ENTREPRISES FRANÇAISES  
SELECTIONNEES POUR DES  
ETUDES DE FAISABILITE  
CONCERNANT LE LESOTHO  
HIGHLAND WATER  
PROJECT II (LHWP II)**

**KENYA :  
INAUGURATION DE LA  
LIGNE FERROVIAIRE A  
ECARTEMENT  
STANDARD ENTRE  
NAIROBI ET MOMBASA**

**BURKINA FASO :  
L'AFD ET LA BAFD  
POUR LE  
DEVELOPPEMENT DE  
L'ENERGIE SOLAIRE**

**COTE D'IVOIRE : CFAO  
RETAIL ET CARREFOUR  
OUVRENT UN SECOND  
CENTRE COMMERCIAL  
PLAYCE PALMERAIE**

**CONGO-BRAZZAVILLE :  
DANGOTE CEMENT  
CONGO SA ENTRERA  
EN PRODUCTION EN  
JUILLET**



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ CEDEAO : vers une future adhésion du Maroc

La 51<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat de la CEDEAO s'est tenue le 4 juin 2017 à Monrovia, en présence de douze chefs d'Etats sur quinze que compte la communauté. Les chefs d'Etats ont donné leur accord de principe pour l'adhésion du Maroc. Ils ont demandé à la Commission d'examiner les implications d'une telle adhésion conformément aux dispositions du traité de la CEDEAO et de soumettre les résultats à leur prochaine session de décembre 2017. Ils ont également accordé le statut d'observateur à la Tunisie. A la Mauritanie, souhaitant obtenir un accord d'association, ils lui ont demandé de présenter plutôt une requête de réadmission à la Communauté, sachant qu'elle en était sortie en 2000. Le président togolais, Faure Gnassingbé, a été désigné président en exercice de la CEDEAO.

✉ [bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr](mailto:bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Niger : le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2018-2020 et la LFR 2017 adoptés en Conseil des ministres

Le Conseil des ministres du 24 mai a adopté le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) de 2018-2020. Ce document a pour objectif de décrire l'évolution de la conjoncture économique et financière nationale et internationale en tenant compte des perspectives compatibles avec l'orientation globale retenue, pour la période 2018-2020. Par ailleurs, le projet de loi portant première rectification de la loi de finances (LFR) 2017 a été adopté lors du Conseil des ministres du 31 mai. Le nouveau budget est fixé à un montant de 2,8 Mds EUR. Ce projet de loi sera transmis à l'Assemblée nationale pour adoption.

✉ lebaronc@afd.fr

### ▼ Afrique du Sud : maintien de la notation de la dette souveraine par Fitch

Le 1<sup>er</sup> juin, l'agence de notation Fitch a confirmé son évaluation du risque souverain sud-africain, à la fois pour la dette en devises et en rand (BB+ pour les notes de long terme et B pour celles de court terme, soit un cran en-deçà de la catégorie spéculative). La perspective stable associée aux notes de long terme est également maintenue.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : hausse du taux de chômage à 27,7 % au T1 2017, au plus haut depuis 2003

Au T1 2017, le taux de chômage s'est établi à 27,7 % de la population active (26,5 % au T4 2016), un point haut depuis 2003, soit 6,2 millions de personnes sans emploi. En tenant compte des travailleurs découragés, estimés à 2,3 millions de personnes par l'Office national des statistiques, le chômage au sens large atteindrait 37,9 % (36,9 % au T4 2016). De façon préoccupante, le chômage continue d'affecter fortement les 15-24 ans (54,3 % au T1 contre 50,9 % le trimestre précédent) et reste très marqué sur les plans ethniques et géographiques.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : maintien du taux directeur de la Banque centrale

Le 1<sup>er</sup> juin, le comité de politique monétaire a décidé réduire de 200 pdb le taux sur les dépôts à 5,25 % tout en conservant le taux directeur à 16 % (celui-ci ayant été relevé de +500 pdb en trois hausses successives en 2016) et le taux de facilité permanente de crédit à 20 %. Si la Banque centrale a souligné la tendance baissière suivie par l'inflation depuis janvier 2017, elle reste toujours élevée et le taux réel reste donc toujours fortement négatif.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ L'économie du Mozambique croît de 2,9 % au 1<sup>er</sup> trimestre de 2017

Ce rebond par rapport au bas historique enregistré fin 2016 (1,1 % au T4 2016) masque toutefois de fortes disparités puisque cette hausse de la croissance est quasi-uniquement liée à la hausse de l'activité des industries extractives (+41,6 %), dominée par la production de charbon de VALE. Toutefois, à l'exception des secteurs des transports et des télécommunications, les autres secteurs de l'économie affichent quant à eux une croissance négative. Le gouvernement mozambicain tablait originellement sur une croissance de 5,5 % cette année (Loi de Finances) alors que le FMI l'attend aux alentours de 4,5 %.

✉ Paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : désormais deuxième économie de la sous-région derrière le Soudan

Porté par une forte croissance depuis une quinzaine d'années, le PIB de l'Ethiopie, selon le FMI, a dépassé en 2016 celui du Kenya : 72,5 Mds USD contre 68,9 pour le Kenya. Il demeure toutefois inférieur à celui du Soudan, estimé à 94,4 Mds USD de PIB. Le PIB éthiopien devrait atteindre 78,3 Mds USD en 2017. La croissance éthiopienne est largement alimentée par les dépenses publiques en infrastructures et une forte demande intérieure. Toutefois, l'Ethiopie reste loin derrière le Kenya en termes de PIB par habitant, avec 795,2 USD par habitant en 2016 contre 1 516,3 USD pour le Kenya.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : 4 Mds USD d'investissements chinois au cours des vingt dernières années

Au cours des vingt dernières années, les entreprises chinoises ont investi environ 4 Mds USD en Ethiopie, et ont embauché un total de 111 000 Ethiopiens de manière temporaire et permanente. Le Premier ministre éthiopien s'est récemment rendu en Chine et a conclu un emprunt de 250 M USD pour la construction d'un nouveau parc industriel. Il a également formellement signé l'adhésion de l'Ethiopie à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII). La Chine est aujourd'hui le 1<sup>er</sup> partenaire commercial de l'Ethiopie, avec des échanges s'élevant à 6,4 Mds USD en 2015. Sur les sept dernières années, ces échanges ont en moyenne crû de 22,2 % par an.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : 748 M USD de recettes touristiques en 2016

Selon le ministère du Tourisme malgache, le secteur du tourisme a généré un revenu de 748 M USD en 2016, soit une hausse de 28 % par rapport à 2015 et 7,8 % du PIB. Au total, 293 185 touristes, toutes nationalités confondues, ont visité le pays en 2016, contre 244 321 en 2015. Cette performance a été favorisée par la campagne de promotion de la destination Madagascar, connue sous le label *Madagascar, Treasure Island*. Parallèlement à cette campagne de promotion, l'*Economic Development Board of Madagascar* a identifié plusieurs sites à l'intérieur et autour des parcs nationaux susceptibles d'attirer de nouveaux investisseurs. Dans le cadre du plan de relance du secteur touristique, le gouvernement prévoit d'accueillir 500 000 touristes à l'horizon 2019.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : poursuite de la croissance des réserves en devises

Selon les données publiées par la Banque de Maurice, le montant des réserves en devises étrangères a enregistré une hausse régulière et importante au cours des 4 dernières années (+ 58 %), passant de 105 Mds roupies – 3,1 Mds USD - fin 2013 (soit l'équivalent de 5 mois d'importations) à 169 Mds roupies – 4,9 Mds USD - fin 2016 (soit l'équivalent de 8 mois d'importations). Cette progression s'est poursuivie depuis le début de l'année et le montant des réserves s'établissait à fin avril à 180 Mds roupies, soit environ 5,1 Mds USD. Au cours de l'année 2016, la roupie mauricienne s'est appréciée de 2,6 % par rapport à l'euro.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : Rapports contrastés sur le bilan à mi-parcours du gouvernement

Le 29 mai 2017 a marqué la moitié du mandat Muhammadu Buhari. Un rapport de la Présidence a répertorié les progrès réalisés : réforme de l'*Ease of Doing Business*, lancement de l'ERGP, émission de deux Eurobonds, radiation de 50 000 fonctionnaires fictifs, vote de la PIGB, prise du camp de Boko Haram, entre autres. Un autre rapport du cabinet nigérian SBM Intelligence évalue le taux de réalisation des 171 promesses de campagne de Buhari : 6 % des mesures auraient été tenues, les secteurs en tête étant la diplomatie (67 % de réalisation), la sécurité (56 %) et la lutte anti-corruption (33 %). Trois secteurs se sont détériorés depuis le bilan 2016 à savoir les coûts de gestion du gouvernement (-25 %), l'énergie (-19 %) et l'économie (-13 %).

✉ [Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : expansion du secteur manufacturier au mois de mai 2017

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a publié les chiffres relatifs à l'indice PMI du mois de mai 2017, qui s'établit à 52,5. Il s'agit donc du deuxième mois consécutif d'expansion du secteur manufacturier (51,1 en avril) après trois contractions successives en début d'année (indice à 47,7 en mars). Toujours selon la CBN, la moyenne de l'indice PMI en 2016 s'est établie à 45,2, l'indice étant demeuré sous la barre des 50 les onze premiers mois de l'année avant de progresser à 52 en décembre. Des 16 sous-secteurs qui composent l'indice PMI, quatre indices ont progressé de plus de 10 points : les métaux primaires (+21,8), les produits papiers (+17,9), les produits pétroliers et du charbon (+13,2) et les produits plastiques (+10,1).

✉ [Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Burkina Faso : S&P relève de B- à B sa note de long terme de la dette souveraine du pays

L'agence de notation S&P vient de revoir à la hausse sa note de long terme de la dette souveraine du Burkina Faso. La note passe de « B- » à « B ». Cette amélioration s'explique par la stabilité politique et les bonnes perspectives économiques du pays. La note d'évaluation sur le court terme du pays a été maintenue à « B ». S&P estime que les élections présidentielles de 2015 ont permis au gouvernement de soutenir la croissance économique du pays. L'agence a toutefois rappelé les défis auxquels fait face le pays, notamment les risques sociaux et sécuritaires. Elle encourage le gouvernement à poursuivre les réformes économiques, tout en réduisant l'influence des militaires dans la politique.

✉ gwendal.melyon@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Soudan : la crise humanitaire soudanaise, troisième conflit le plus générateur de déplacés au monde

Le Conseil norvégien des réfugiés indique dans son dernier rapport que 14 ans de guerres civiles ont entraîné 4 millions de déplacés au Soudan, soit le 3<sup>ème</sup> chiffre le plus élevé au monde. De nombreux Soudanais se sont déplacés plusieurs fois. 5 millions de Soudanais, dont 3 millions au Darfour, dépendent actuellement d'une aide humanitaire, et des centaines de milliers n'ont pas accès à cette aide. L'accès humanitaire est l'une des cinq demandes américaines pour lever définitivement les sanctions commerciales contre le Soudan.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Tanzanie : nouvelles mesures dans le domaine du foncier pour favoriser les investissements

Le gouvernement a demandé aux autorités régionales d'identifier et d'allouer des terrains pour de nouveaux investissements dans le cadre de la politique nationale d'industrialisation. Ces terrains seront exploités sous la forme de zones économiques spéciales et seront supervisés par l'Autorité des zones d'exportation (EPZA) et les autorités de district. Depuis que l'EPZA a été mise en œuvre en 2008, quinze zones économiques ont été créées, permettant à la Tanzanie de recevoir 1,27 Md USD d'investissements et de générer environ 800 M USD de revenus d'exportation.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : l'Ethiopie privée d'internet fixe et mobile

L'Etat éthiopien a bloqué à partir du 30 mai l'accès à Internet (3G/4G et filaire) pour la 3<sup>ème</sup> fois en un an. L'accès a été rétabli de manière intermittente à partir du 3 juin. Cette coupure, intervenue à la veille des examens nationaux de 10<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> années, viserait à éviter les fuites des sujets (à l'instar de l'année dernière) et à bloquer une source de distractions. Ce blocage a directement pénalisé les secteurs économiques, en particulier bancaire et touristique, ainsi qu'Ethio Telecom, qui perçoit 20 % de son revenu de l'utilisation d'internet et pourrait avoir perdu 50 METB (1,9 M EUR) pour une coupure de 3 jours.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : participation du PNUD à la mise en place d'un plan visant à protéger l'espace marin**

Le Gouvernement seychellois travaille actuellement sur un projet consistant à mettre en place de nouvelles zones de protection de son domaine maritime. Intitulé Initiative de planification de l'espace marin, le projet bénéficie de l'appui du PNUD, du Fonds pour l'Environnement Mondial et de l'ONG américaine *The Nature Conservancy*. Un des objectifs du projet est de fournir un tableau de bord des zones protégées à l'intention des opérateurs économiques, afin de limiter la surexploitation des ressources halieutiques. Aujourd'hui, moins de 1 % de la ZEE des Seychelles (1,4 million de km<sup>2</sup>) est protégée, alors qu'il s'agirait d'atteindre 30 % à moyen terme.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **La Chambre de Commerce et d'Industrie France Ghana (CCIFG) a organisé une conférence sur le thème : développer ses activités sur le marché CEDEAO**

Introduits par l'Ambassadeur de France au Ghana et la directrice exécutive de la CCIFG, les conférenciers, regroupant industriels et consultants, ont présenté les opportunités offertes aux entreprises du Ghana souhaitant s'internationaliser dans le cadre de la CEDEAO, tout en présentant les défis que cela peut représenter surtout au niveau du transport des marchandises et des barrières douanières. La conférence a également mis en avant, par des cas pratiques, les questions de réglementations, de procédures juridiques, de fiscalité et de mobilité du personnel.

✉ [virgil.barreau@ccifranceghana.com](mailto:virgil.barreau@ccifranceghana.com)

▼ **Congo-Brazzaville : le Guichet unique de dédouanement désormais opérationnel à Brazzaville**

À Brazzaville, les opérations de dédouanement s'effectueront désormais auprès du Guichet unique de dédouanement (GUD), installé à l'aéroport international Maya-Maya et à l'agence du Beach de la Banque postale du Congo, qui s'est vue confiée par l'État congolais le recouvrement des recettes douanières provenant de ce Guichet. Le coût de ce dispositif est supporté par les usagers moyennant la taxe de " la redevance informatique". Le GUD est déjà opérationnel à Pointe-Noire, depuis 2015.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)



## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Niger : le gouvernement signe deux accords financiers avec la Chine

Le Président nigérien, Issoufou Mahamadou, a rencontré une délégation chinoise conduite par le conseiller d'Etat chinois, M. Wong Yang, le 3 juin à Niamey. Lors de cette rencontre deux accords ont été signés. Le premier porte sur un don de 30,5 M EUR. Le deuxième est relatif à une annulation de dette d'un montant de 2,89 M EUR au profit du Niger. Ils ont également évoqué plusieurs dons de la Chine, notamment l'Hôpital Général de Référence, au nord de Niamey.

✉ [gwendal.melyon@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwendal.melyon@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : l'UE accorde un financement de 50 M EUR pour lutter contre le terrorisme

La Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, a annoncé, le 5 juin 2017 à Bamako, une aide de 50 M EUR. Cet appui financier permettra aux pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) de créer une force conjointe destinée à lutter contre la menace djihadiste. Pour mémoire, en 2016, les pays du Sahel avaient proposé d'établir des unités spéciales, chacune composée d'une centaine de soldats qui seraient déployées dans des zones où les groupes djihadistes opèrent. Ces unités complèteront les efforts des forces armées régulières, de la mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali et de l'opération Barkhane de la France.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : levée de fonds sur le marché régional

Lors de la dernière émission du 30 mai sur le marché régional, 82,17 M EUR ont été levés sur les 91,47 M EUR mis en adjudication, soit un taux de réalisation de 89,8 %. Pour les montants retenus, 67,53 M EUR ont porté sur des obligations à 11 ans ressorties à un taux moyen pondéré de 7,26 %. Au total, au 31 mai et depuis le début de l'année, 177,75 M EUR ont été levés sur les 228,67 M EUR mis en adjudication.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Lesotho : deux entreprises françaises sélectionnées pour des études de faisabilité concernant le *Lesotho Highland Water Project II* (LHWP II)

L'autorité d'exécution du projet (LHDA) a dévoilé les premières attributions d'appels d'offre. Deux entreprises françaises sont concernées : EDF Hydro Engineering Centre ainsi que Tractobelle (bureau d'étude sur le barrage lui-même) ont obtenu (avec GIBB et Multiconsult) un contrat de 9,7 M ZAR (875 K EUR) pour des études de faisabilité supplémentaires. LHDA organisera le 12 juin une séance d'information à Johannesburg (et le 26 juin à Durban) afin de fournir des informations relatives au calendrier de la phase 2 du Lesotho Highlands Water Project (LHWP).

✉ [Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)



▼ **Kenya : inauguration de la ligne ferroviaire à écartement standard entre Nairobi et Mombasa**

La ligne ferroviaire Mombasa-Nairobi (472 km financés à hauteur de 3,6 Mds USD par l'*Exim Bank of China*) a été inaugurée le 31 mai par le président Kenyatta. Les opérations de transport de passagers ont débuté pour un tarif de 7 USD par trajet en classe économique. Le train circule à une vitesse de 100 à 120 km/h et couvre le trajet en 4h30 contre environ 9h en bus. Les opérations de transport de fret devraient démarrer en décembre 2017. Le président Kenyatta a annoncé que le prix du transport d'un container sur la ligne serait d'environ 500 USD, soit un tarif inférieur de plus de 30 % au transport routier et de 70 % à celui de l'opérateur de la ligne ferroviaire historique *Rift Valley Railways*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : menace de suspension de 65 M USD de financement de la BAfD**

La Banque africaine de développement (BAfD) menace de suspendre le financement d'environ 65 M USD octroyés au gouvernement ougandais pour l'installation de lignes de transmission électrique. Cette décision est motivée par le retard observé dans le dédommagement des propriétaires fonciers affectés par le projet. D'après l'*Uganda Electricity Transmission Company Limited* (UETCL), le goulot se situerait au niveau du ministère des Terres, en charge des titres fonciers. Le bailleur multilatéral a donné au gouvernement jusqu'en septembre 2017 pour corriger la situation, sous peine de se retirer du projet. Le financement accordé par la BAfD concerne principalement le projet de construction de la ligne de transmission Mbarara-Nkenda (160 km) ainsi que la ligne Tororo-Lira (260 km).

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la Banque mondiale présente un guichet de 2,5 Mds USD dédié au secteur privé**

Le directeur financier du groupe de la Banque mondiale, Joaquim Levy, a présenté aux autorités ivoiriennes et aux opérateurs économiques en Côte d'Ivoire un guichet de 2,5 Mds USD dédié au financement du secteur privé dans les pays en développement sur les trois prochaines années. Il a pour objectif de renforcer le développement du secteur privé, notamment des PME qui font face à des contraintes de financement, de formation, de compétitivité, de fiscalité et d'accès à la commande publique. C'est une opportunité qui a été présentée à la Côte d'Ivoire, et à travers elle, à l'ensemble des pays de la sous-région afin de permettre un renforcement du secteur privé et une croissance plus inclusive.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : convention de 6,56 Mds FCFA (10 M EUR) signée avec l'Union européenne**

Dans le cadre du 11<sup>ème</sup> Fonds européen de développement (FED), le Cameroun et l'Union européenne ont signé une convention de financement d'un montant total de 10 M EUR portant sur les trois prochaines années. Le financement sera opéré conjointement par l'UE (qui participe à hauteur de 7,85 M EUR soit 5,15 Mds FCFA) et le gouvernement du Cameroun (2,15 M EUR soit 1,41 Mds FCFA). Ce financement aura pour but principal d'accompagner et d'assister les projets financés par l'UE, d'améliorer la coordination des deux partenaires et enfin de développer la communication autour des projets de l'UE au Cameroun.

✉ edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : visite de Jean Bernard Lévy PDG d'EDF et signature de la lettre d'intention du projet Nachtigal**

Cette signature consacre l'aboutissement des négociations entre EDF et l'Etat camerounais, pour la construction d'un barrage hydroélectrique sur le fleuve Sanaga, qui produira 420 MW d'électricité à l'horizon 2021. Ce barrage sera exploité par la NHPC (Nachtigal Hydro Power Compagny), détenue principalement par EDF. Le coût global du projet est estimé à 718 Mds FCFA (1,1 Md EUR), dont 60 % pour la construction, 20 % pour les frais financiers pendant la période de construction et 20 % pour les coûts de développement et de maîtrise d'ouvrage. Le financement est apporté à hauteur de 27 % par les actionnaires de la NHPC (EDF, la SFI, l'Etat camerounais) et 73 % par les banques locales et les bailleurs internationaux.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Ouganda : baisse des exportations de café en avril

D'après l'Autorité ougandaise de développement du café (UCDA), 326 232 sacs de café ont été exportés au cours du mois d'avril 2017, soit 3 % de moins par rapport au mois d'avril 2016. Cette tendance s'explique par une baisse des rendements du café arabica, la seconde variété la plus cultivée dans le pays derrière le robusta. En 2016, l'Ouganda a produit 4,2 millions de sacs de café, se plaçant ainsi au second rang africain derrière l'Éthiopie (6,5 millions de sacs). Le café, premier poste d'exportation ougandais, représentait en 2016 12,7 % du total des exportations contre 15,1 % l'année précédente. Cette baisse relative s'explique par l'augmentation des exportations d'or qui est devenu, en 2016, la deuxième marchandise la plus exportée (338 M USD soit 11,6 % des exportations).

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Côte d'Ivoire : le prix du litre de l'essence super baisse de 23 FCFA

Le prix de l'essence super à la pompe est passé de 593 FCFA à 570 FCFA le 1<sup>er</sup> juin, soit une réduction de 23 FCFA. Cette baisse intervient un mois après la hausse du même montant survenue début mai 2017. Le prix du litre de gasoil est resté inchangé à 570 FCFA. Le gouvernement a décidé de procéder au réajustement automatique du prix du carburant à la pompe au regard des variations sur le marché international.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Burkina Faso : l'AFD et la BAfD pour le développement de l'énergie solaire

L'AFD et la BAfD ont présenté le 2 juin 2017 au Premier ministre burkinabè, Paul Kaba Thiéba, leur programme conjoint de développement de l'énergie solaire. Ce projet ambitieux notamment de connecter les futures centrales solaires envisagées à terme pour desservir le pays. Les études préliminaires devraient être livrées d'ici début 2018. Pour mémoire, l'accès à l'énergie au Burkina Faso est un des axes majeurs de l'action de l'AFD qui a inauguré la ligne électrique Sonabel entre Ouahigouya et Ouagadougou le 29 mai 2017. Financée conjointement avec l'État burkinabè à hauteur de 18 M EUR, cette ligne HT de 90 kV a été réalisée par Engie, Eiffage et Sofreco.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : la ministre des Entreprises publiques ordonne au CA d'Escom d'annuler le rappel de Brian Molefe comme Directeur Général

Selon elle, le retour de Brian Molefe à la tête du fournisseur national d'électricité ne va pas dans le sens de la bonne gouvernance et de l'intérêt du pays. Un PDG par intérim sera nommé dans les 48 heures.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : la Botswana Power Corporation (BPC) lance un appel d'offres pour la construction d'une centrale solaire de 100 MW**

L'appel d'offre, qui expire le 14 juin, concerne le développement, la construction et l'exploitation de la centrale.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : ENI et ses partenaires annoncent leur décision finale d'investissement (FID) pour le développement du projet gazier Coral South**

L'exploitation du champ gazier de Coral repose sur la réalisation d'une unité flottante de liquéfaction et de stockage de gaz (FLNG). La partie *midstream* sera financée à hauteur de 5,2 Mds USD par un crédit-export couvert par des garanties d'EXIM Chine, d'EXIM Corée, de SACE (Italie) et de Bpifrance AE (précédemment Coface Garanties Publiques). La partie *upstream* (3 à 4 Mds USD), sera financée sur fonds propres des partenaires du bloc 4. Le consortium formé par le coréen Samsung Heavy Industries, le français Technip et le japonais JGC a été sélectionné pour la construction de la plateforme flottante.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : le gouvernement prévoit d'investir 12,44 Mds USD dans les secteurs énergétique, hydraulique et sanitaire durant les 5 prochaines années**

Cet investissement s'inscrira dans le cadre du programme national de développement. La construction d'une usine de dessalement pour la production d'eau potable est également envisagée.

✉ Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : la Banque centrale du Zimbabwe et le fournisseur national d'électricité Zesa vont soumettre un plan de remboursement à Eskom afin d'apurer leur dette**

Le montant de ce plan de remboursement est de 43 M USD. Une garantie gouvernementale a également été fournie. Eskom avait donné jusqu'au 31 mai au Zimbabwe avant de mettre fin à ses exportations (300 MW) si rien n'était fait pour payer son dû.

✉ Ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : Cape Lambert investit dans un projet d'exploitation de résidus de cuivre et de cobalt à Kitwe**

La compagnie australienne Cape Lambert a signé un accord de principe avec la compagnie zambienne Australian Mining Company Zambia. Cet accord fait de Cape Lambert l'unique acheteur autorisé pour les six prochaines années et il devient propriétaire majoritaire à hauteur de 70 % de la concession de Kitwe en Zambie et de fait propriétaire de l'exploitation du cobalt et du cuivre que renferme la zone. Les études préliminaires ont estimé la quantité de résidus de minerais de haute qualité à 17,72 millions de tonnes. Si le contrat était mené à son terme, Cape Lambert deviendrait un acteur incontournable de l'industrie cobaltifère.

✉ eugenie.chevallot@businessfrance.fr

### ▼ **Soudan du Sud : le gouvernement à la recherche d'investisseurs pétroliers**

Le gouvernement sud-soudanais a annoncé vouloir relancer la production pétrolière, afin d'atteindre 350 000 bpj à l'horizon mi-2018, et ce en sollicitant de nombreux investisseurs étrangers. Avec la construction de 30 nouveaux puits, le gouvernement espère donc retrouver le niveau de production avant l'indépendance du pays en 2011. En raison des troubles sécuritaires et politiques, et du manque d'investissement qui en a découlé, la production du pays est en effet passée à 130 000 bpj actuellement. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé être rentré en négociations avec plusieurs opérateurs pétroliers pour l'exploitation de deux blocs, et espère être en mesure d'exporter du pétrole raffiné dès le mois d'août.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Attractivité du secteur pétrolier : Abuja cherche à diversifier ses partenaires**

La NNPC a déclaré être en discussion avec des investisseurs chinois pour un partenariat en recherche et développement. Le ministre des Ressources pétrolières, Ibe Kachikwu, a pour sa part invité son homologue russe ainsi que le secteur privé russe à investir dans les industries extractives au Nigéria. Par ailleurs, le Président indonésien Joko Widodo a exprimé son intérêt à acheter davantage de pétrole brut nigérian et indiqué à la société pétrolière nationale, Pertamina, de se rapprocher d'Abuja. Pour information, l'Indonésie qui produit 900 000 bpj pour une consommation quotidienne d'1,4 M bpj, se fournit actuellement à 18 % auprès du Nigéria et à 28 % auprès de l'Arabie Saoudite.

✉ [Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Nigéria : le secteur des minéraux solides ouvre ses portes à l'investissement**

Le gouvernement nigérian a décidé de simplifier les investissements dans le secteur des minéraux solides, à travers la mise en place d'un fonds dédié pour les investisseurs (84 M EUR), l'amélioration de la gouvernance du secteur et la lutte contre les mineurs illégaux. La croissance du secteur est estimée à 395 M EUR d'ici 2020 selon l'ERGP. La Banque mondiale a par ailleurs octroyé en avril un financement de 150 M USD pour le développement du secteur minier. Pour rappel, le gouvernement a adopté en août 2016 une feuille de route qui ambitionne de faire passer la contribution de l'exploitation minière de 0,3 à 10 % du PIB en dix ans.

✉ [Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Libéria : construction de la plus grande usine de traitement d'huile de palme du pays**

Le conglomérat malaisien Sime Darby Plantation au Liberia (SDPL) va ouvrir ce mois-ci au Libéria la plus grande unité de traitement d'huile de palme du pays. L'usine devrait employer au minimum 100 personnes, avec une capacité de traitement de 30 tonnes métriques par heure, soit 600 tonnes par jour. La société SDPL a signé en 2009 un accord avec le gouvernement libérien pour une concession de 63 ans sur 220 000 hectares de terrain, destinés à des plantations de palme et de caoutchouc. En 2014, 10 000 hectares avaient été plantés. Pour information, le caoutchouc représentait 30,5 % de la valeur des exportations du Libéria au 1<sup>er</sup> semestre 2016.

✉ [Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:Julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : baisse de plus de 20 % de la production pétrolière au premier trimestre 2017 par rapport à la même période en 2016

Selon l'administrateur général de la SNH, Adolphe Moudiki, la production pétrolière a été de 9,74 M de barils entre le 1er Janvier et le 30 Avril 2017, soit une diminution de 20,8 % par rapport à la même période l'année précédente. Cette situation s'inscrit dans une tendance continue liée essentiellement à la baisse des cours mondiaux et à l'arrivée à maturité des champs. Le pétrole brut représentait encore 37 % des exportations nationales en valeur en 2016, ce qui en fait le premier poste d'exportations du pays.

✉ edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Guinée Equatoriale : annonce de l'attribution de blocs pétrolifères

Le 5 juin, lors de la conférence Africa Oil & Power 2017 qui s'est tenue au Cap, le ministre des Mines et des Hydrocarbures, Gabriel Obiang Lima, a annoncé la signature d'un nouveau contrat de partage de production avec ExxonMobil sur le bloc EG-11. Le pétrolier américain détiendra 80 % des parts et la compagnie pétrolière nationale GEpetrol 20 %. Le ministre a également communiqué les noms des six entreprises sélectionnées pour des contrats de concession de blocs pétroliers : Ophir Energy (bloc EG-24), Offshore Equator PLC (bloc EG-23), Clontarf Energy (bloc EG-18), Elenilto (bloc EG-09), Taleveras (bloc EG-07), Atlas Pretroleum (EG-10). Les contrats de partage de production pourraient être signés d'ici le 15 septembre prochain et ratifiés avant la fin de l'année.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

## ▼ Industries

### ▼ Ethiopie : début des exportations du parc industriel d'Hawassa

Six des seize sociétés installées dans le parc industriel d'Hawassa, inauguré en juillet dernier, ont commencé à exporter, selon l'*Ethiopian Investment Commission*. On compte parmi elles l'américain *PVH*, qui exporte d'ores-et-déjà des t-shirts produits en Ethiopie à destination des Etats-Unis. Le parc d'Hawassa, dédié au textile et à l'habillement, a l'objectif de générer 1 Md USD d'exportations par an et de créer 60 000 emplois dans sa 1<sup>e</sup> phase.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : une entreprise turque investit 100 M USD dans l'industrie textile

L'entreprise turque Hayat Kimya vient d'inaugurer son usine textile dans la zone industrielle d'Agbara (Etat d'Ogun). L'unité représente un investissement de 100 M USD et fabriquera des tissus et des couches pour bébé, destinés aux marchés d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale. Hayat Kimya compte 14 sites de production dans le monde, et il s'agit ici du premier investissement majeur de l'entreprise en Afrique subsaharienne. En 2015, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays atteignait 1,14 Md USD dont une grande partie d'importations de GNL par la Turquie. Près de 50 entreprises turques opèrent au Nigéria en 2017, dont les investissements totaux s'élèveraient 419,5 M USD.

✉ Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo-Brazzaville : Dangote Cement Congo SA entrera en production en juillet

La cimenterie nigériane Dangote Cement Congo SA, située à Yamba dans le département de la Bouenza, entrera dans sa phase de production en juillet prochain. Le coût d'investissement de cette unité est estimé à 350 M USD, avec une capacité de production de 1,5 M de tonnes par an. La cimenterie produira un ciment de type de 42,5 et 32,5 grâce à des équipements de fabrication européenne, notamment française, allemande et danoise, mais aussi chinoise. Dangote Cement SA, qui emploie actuellement 300 personnes dans son usine de Yamba, est également présente dans une dizaine de pays en Afrique.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Services

### ▼ Côte d'Ivoire : CFAO Retail et Carrefour ouvrent un second centre commercial Playce Palmeraie

Le centre commercial PlaYce Palmeraie, détenu conjointement par CFAO et Carrefour, a ouvert ses portes le 1er juin, un an et demi après l'ouverture du premier centre commercial PlaYce à Marcory. Situé à Cocody, ce nouveau centre PlaYce abrite 21 boutiques, dont 8 nouvelles qui ne sont pas présentes à PlaYce Marcory. Il s'étend sur une surface de 29 044 m<sup>2</sup> dont 1 800 m<sup>2</sup> pour l'hypermarché Carrefour. Des travaux d'agrandissement du site seront menés dès septembre prochain.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : Discop Abidjan 2017

Le salon africain des contenus audiovisuels s'est tenu du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2017 à Abidjan. Plusieurs conférences, tables rondes et expositions ont permis aux opérateurs de l'audio-visuel africain et du monde, notamment les Français Canal+, France 24, France télévision, TV5 Monde, d'échanger sur des thèmes relatifs au développement de l'industrie du numérique en Afrique. L'Organisation internationale de la francophonie, TV5 Monde et Canal+ ont manifesté leurs intérêts à faire émerger une industrie cinématographique dans la région, face à la forte concurrence de l'industrie audio-visuelle nigériane. La Radio-télévision ivoirienne (RTI) et TV5 Monde ont signé un accord de coopération pour soutenir la production de cinq séries télévisées en Côte d'Ivoire.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : relance du projet Backbone national en fibre optique

Le gouvernement a marqué son accord pour la mise en œuvre de la première phase du projet « Backbone » d'un montant de 91 M USD. Ce projet, d'un montant global de 242 M USD, s'inscrit dans les priorités de l'État burkinabè d'augmenter la capacité du réseau de télécommunication et de la connexion Internet. Il est né d'un accord entre l'Etat burkinabè et la société de droit singapourien Huawei International Ltd portant sur la réalisation de 5 443 km de réseau dorsal de télécommunications en fibre optique.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr



▼ **Burkina Faso: coup d'accélérateur vers la télévision numérique terrestre**

La Société burkinabè de télédiffusion (SBT), opérateur public de diffusion de la TNT au Burkina Faso, a signé le 31 mai 2017 un contrat de service pluriannuel avec Eutelsat Communications. La capacité louée sur le satellite Eutelsat 3B permettra d'alimenter 35 émetteurs numériques terrestres déployés pour mailler l'ensemble du territoire burkinabè. Outre la diffusion de ce bouquet gratuit de la TNT (environ 20 chaînes), la chaîne publique a loué également des capacités satellitaires sur l'Europe et l'Afrique via Eutelsat 9B et Eutelsat 16A pour assurer sa mission de service public (ambassades, diaspora burkinabè). L'objectif de la SBT est de couvrir 98% du territoire via la diffusion de la TNT d'ici fin 2017.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mozambique : le gouvernement prévoit de lever 620 M EUR en prévision d'un nouvel axe routier**

Le projet de construction d'un axe routier entre la province touristique mozambicaine d'Inhambane et l'Afrique du Sud serait sur le point d'aboutir. En effet, les négociations entre le gouvernement mozambicain et les trois entreprises de TP retenues seraient « à un stade très avancé ». Seules les nationalités de ces entreprises ont pour l'instant été révélées : sud-africaine, chinoise et zambienne. Ainsi, le gouvernement serait sur le point de lever 620M d'EUR pour financer ce projet. L'objectif de cet investissement est de stimuler le tourisme et les échanges transfrontaliers entre le sud du Mozambique et l'Afrique du Sud.

✉ [camille.laporal@businessfrance.fr](mailto:camille.laporal@businessfrance.fr)

▼ **Afrique du Sud : le Nelson Mandela Bay Composites Cluster cherche à renforcer sa collaboration avec la France**

Cette annonce s'inscrit dans la continuité du forum bilatéral franco-sud-africain. La France est reconnue comme l'un des leaders mondial des composites dans les secteurs de l'aviation et de la navigation. Une délégation d'entreprises françaises visitera l'Afrique du Sud du 27 au 30 juin pour une mission commerciale, en mettant l'accent sur la construction de bateaux et les composites.

✉ [Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr](mailto:Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Angola : la Banque de développement d'Angola accorde à Angola Cables un financement de 130 M USD**

Ce financement, soutenu par une garantie souveraine de la République d'Angola, permettra le déploiement des câbles sous-marins de fibre optique South Atlantic Cable System (SACS) et Monet entre le Brésil, les Etats-Unis et l'Angola.

✉ [Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr](mailto:Yann.leroux@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : le colloque santé organisé par Business France attire les acteurs de 6 pays africains**

Business France Johannesburg a organisé du 6 au 8 juin un colloque santé qui a présenté les produits de 13 entreprises françaises à près de 70 entités distinctes d'Afrique du Sud, Namibie, Botswana, Malawi, Nigeria, Madagascar et Mozambique : décideurs des ministères de la santé de ces pays, établissements hospitaliers publics et privés, importateurs-distributeurs de matériel, etc.

✉ [maxime.housard@businessfrance.fr](mailto:maxime.housard@businessfrance.fr)

▼ **Afrique du Sud : Alcatel Submarine Networks se voit confier la construction du câble sous-marin IOX Cable System**

La société gestionnaire du IOX Cable System, IOX Cable Ltd (ICL), a signé un contrat avec Alcatel Submarine Networks (ASN) pour la construction du câble sous-marin. Cette infrastructure sous-marine de fibre optique reliera l'île Maurice, l'Afrique du Sud et l'Inde. Fruit d'une collaboration entre ICL et l'opérateur de télécoms mauricien Mauritius Telecom, la construction opérée par ASN s'élèvera à 150 millions de dollars. Fournit en open access, cette nouvelle infrastructure participera à l'amélioration de l'accès à la fibre optique en Afrique australe. Les nombreux projets de câbles sous-marins implémentés ces dernières années ont justement favorisé la meilleure connectivité data de la zone.

✉ [blandine.aigron@businessfrance.fr](mailto:blandine.aigron@businessfrance.fr)

▼ **Kenya : baisse du profit des banques au 1<sup>er</sup> trimestre 2017**

Les résultats financiers du premier trimestre de l'année 2017 laissent entrevoir une contreperformance de l'ensemble du secteur bancaire kényan. La contraction des revenus nets d'intérêt en serait la principale raison : ils se sont établis à 69,3 Mds KES au premier trimestre 2017, soit une baisse de 17 % sur un an. Dans leur majorité, les banques limitent la baisse de leurs profits, estimés à 25,7 Mds KES au cours du trimestre – soit 3 Mds KES de moins qu'il y a un an – par la hausse des revenus non liés aux intérêts. La rentabilité des banques est néanmoins en forte baisse : la rentabilité des capitaux propres s'est élevée à 13,6 % en mars 2017 (contre 18,2 % en mars 2016) même si les banques du Tier I affichent un ratio supérieur à 23,1 % (quoiqu'en baisse par rapport au 34,7 % d'il y a un an).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : mise en garde du président tanzanien adressée aux sociétés de télécommunications**

Le Président Magufuli a menacé de révoquer la licence des sociétés de télécommunication si celles-ci se montraient réticentes à introduire 25 % de leur capital sur le *Dar es Salaam Stock Exchange* (DSE), comme les y oblige le *Finance Act 2016*. Sur les sept opérateurs actifs en Tanzanie, seul le leader Vodacom s'est mis en conformité entre avril et mai, après avoir prolongé de trois semaines la durée de son appel public à l'épargne en raison d'une demande insuffisante. Le gouvernement tanzanien a par ailleurs rappelé que les douze entreprises minières actives dans le pays devaient engager avant le 12 août les procédures requises pour l'introduction de 30 % de leur capital sur le DSE.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : mise en fonctionnement 24/7 du port de Dar es Salam**

Le Premier ministre tanzanien, Kassim Majaliwa, a donné instruction en mai aux services concernés d'assurer le fonctionnement 24/7 du port de Dar es Salam. La mesure doit améliorer la compétitivité du port en réduisant la durée moyenne d'attente en rade des navires, actuellement comprise entre 10 et 13 jours contre 3 à 4 jours au port de Mombasa (Kenya). En 2014, le ministre des Transports avait échoué à mettre en place une mesure analogue, en raison du manque de coordination entre les services concernés. En 2015, une étude de la Banque mondiale montrait que si le port tanzanien atteignait le niveau de productivité de son homologue kényan, le surplus d'activité de l'économie tanzanienne s'élèverait à 1,8 Mds USD par an, soit 4 % du PIB.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Le Nigéria se rapproche de May & Baker pour la production de vaccins**

Le Nigéria a approuvé une joint-venture entre le gouvernement fédéral et la société britannique May & Baker pour la production de vaccins dans le pays. La nouvelle entité créée, Bio-Vaccines Ltd., disposera d'un capital de lancement initial de 100 M NGN, avec une participation à 51% de May & Baker et le restant relevant du gouvernement fédéral. Pour rappel, l'épidémie de méningite qui frappe le Nigéria depuis le début de l'année a fait plus de 1 114 victimes fin mai, alors que le pays, confronté à une rupture de stock de vaccins, a été forcé de faire appel à des approvisionnements extérieurs (dont 2 M de vaccins en provenance d'Inde).

✉ [Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Une start-up nigériane sélectionnée par le programme d'accélération de Google

La 4<sup>ème</sup> édition du programme Google Launchpad Accelerator a choisi la start-up nigériane Delivery Science parmi ses bénéficiaires. Le programme fournit aux start-up participantes 50 000 USD en espèces, 100 000 USD en bons d'achats Google, une formation au siège de Google et un accès aux ingénieurs, ressources et mentors du groupe. Delivery Science a développé une application de collecte de données de terrain. Le Nigéria se place comme leader des levées de fonds de start-up, avec près de 109 M USD mobilisés en 2016. On parle désormais d'une « Yabacon Valley » dans la banlieue de Lagos, qui a reçu en août dernier la visite du PDG et fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, pour son premier déplacement en Afrique.

✉ [Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:Fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Togo : mission du Fonds monétaire international

Une mission du FMI est attendue du 8 au 14 juin à Lomé. Cette visite est la première revue du programme FEC (Facilité élargie de crédit) signé il y a un mois, avec un début effectif rétroactif au premier janvier 2017.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : TechPlus 2017, grand rassemblement numérique à Lagos et Abuja

L'évènement TechPlus 2017, annoncé comme le plus grand salon d'Afrique dédié aux technologies du numérique, a pour objectif de rassembler chefs d'entreprise, start-ups et experts technologiques de tout le continent afin de promouvoir les opportunités d'affaires en Afrique de l'ouest lors de sa tenue à Lagos et à Abuja du 4 au 8 juillet 2017. D'après Taiwo Oyewole, directeur général de TechPlus, l'évènement s'adresse en particulier aux entrepreneurs du secteur intéressés par l'Afrique de l'ouest et les opportunités qu'offre son important marché domestique. Ruke Ideh-Ichofu, directeur de projet Techplus a révélé par ailleurs que plus d'une centaine de conférenciers seraient présents au rendez-vous.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

### ▼ Nigéria : rencontre avec le Secrétaire d'Etat aux Ressources Pétrolières au MEDEF le jeudi 15 juin 2017

MEDEF International organise une rencontre autour du Secrétaire d'Etat aux Ressources Pétrolières de la République Fédérale du Nigéria, Emmanuel Ibe KACHIKWU, le jeudi 15 juin 2017 au siège du MEDEF. Cette rencontre à Paris, qui intervient après la visite d'Etat du Président BUHARI en septembre 2015 et la délégation de MEDEF International conduite par Pierre GATTAZ en octobre 2015, sera l'occasion de faire le point sur le secteur de l'énergie au Nigéria, qui représente près de 10 % du PIB, 90 % des exportations et 75 % des recettes fiscales du pays. Nous pourrions interroger le Ministre et ses équipes sur les enjeux et priorités du secteur et lui présenter les entreprises françaises qui pourraient apporter leur savoir-faire et expertise sur ses projets. [Informations et inscription - Secrétaire d'Etat aux Ressources Pétrolières du Nigéria](#)

✉ adegaulier@medef.fr

### ▼ Marseille : conférence « Entreprises, Osez l'Afrique ! » au Palais de la Bourse, le lundi 26 juin à 18h00

MEDEF International, Bpifrance, KPMG et Euromed Capital ont le plaisir de vous convier à leur conférence « Entreprises, osez l'Afrique ! » le lundi 26 juin prochain. Destiné aux PME et aux ETI, cet événement se tiendra au Palais de la Bourse de Marseille, à l'invitation de la CCI Marseille Provence, qui lancera à cette occasion son réseau Africalink. Alors que le potentiel du continent africain et de ses différentes économies n'est plus à prouver, un panel d'entreprises, de conseils et de fonds d'investissement fera part de son approche et expérience de développement sur le continent ainsi que des éléments à prendre en compte pour une stratégie africaine préparée et réussie ! [Inscription conférence Osez l'Afrique Marseille](#)

✉ aboudet@medef.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays :  
<http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

